

Note

SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT

LES CHIFFRES CLES

Note à l'attention des ONG membres de la Coalition Eau

24/07/2026

I ACCÈS À L'EAU POTABLE (CIBLE 6.1)

- Définition d'un « service d'eau potable géré en toute sécurité » : eau potable provenant d'une source d'eau améliorée (eau courante, puits tubulaire ou forage, puits protégé, source protégée, eau emballée ou livrée) située au domicile, disponible en cas de besoin et exempte de contamination chimique et fécale.
 - Définition d'un « service élémentaire d'eau potable » : eau potable provenant d'un point d'eau améliorée (eau courante, puits tubulaire ou forage, puits protégé, source protégée, eau emballée ou livrée), à condition que le trajet aller-retour pour aller chercher l'eau ne dépasse pas 30 minutes, temps d'attente compris.
 - Définition d'un « service limité d'eau potable » : eau potable provenant d'un point d'eau améliorée (eau courante, puits tubulaire ou forage, puits protégé, source protégée, eau emballée ou livrée), pour lequel le trajet aller-retour pour aller chercher l'eau dépasse 30 minutes, temps d'attente compris.
- En 2024, **2,1 milliards de personnes** n'ont pas accès à un service d'approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité
 - Dont **1,4 milliard** qui ont accès à des services de base/services élémentaires,
 - Dont **287 millions** qui ont accès à des services limités,
 - Dont **302 millions** qui ont accès à des services non améliorés,
 - Et **106 millions** qui ont uniquement accès à des eaux de surface (lacs, cours d'eau ou canaux d'irrigation)

(JMP 2025 = Rapport du Joint Monitoring Program 2025, OMS/UNICEF)
 - En 2024, **74 % de la population mondiale** ont accès à un service d'approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité (**60 %** en milieu rural et **83 %** en milieu urbain). (JMP 2025)
 - Entre 2000 et 2022, **2,1 milliards de personnes** ont obtenu l'accès à un service d'eau potable géré en toute sécurité. (JMP 2025)

- Entre 2015 et 2024, **961 millions** de personnes ont obtenu l'accès à un service d'approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité :
 - La couverture de l'eau potable gérée en toute sécurité est passée **de 68 % à 74 %** à l'échelle mondiale, **de 50 % à 60 %** en zones rurales et est restée stable à **83 %** en zones urbaines.
 - Le nombre de personnes utilisant les eaux de surface pour leur consommation a diminué de **61 millions**.
(JMP 2025)
- En 2024, **31 pays** avaient atteint l'accès universel à des services gérés en toute sécurité (>99%) de la population du pays). **89 pays** avaient atteint l'accès universel à au moins des services d'eau potable de base. Si les tendances actuelles se poursuivent, **38 pays** sont en voie d'atteindre l'accès universel en eau potable d'ici 2030. (JMP 2025)
- **287 millions de personnes** passent **plus de 30 minutes** par voyage aller-retour pour collecter de l'eau à partir d'une source améliorée (constituant un service limité d'eau potable) (JMP 2025)
- Selon données issues d'enquêtes menées dans 8 pays d'Afrique subsaharienne, la collecte de l'eau nécessite **un trajet de 66 minutes en moyenne** pour les personnes vivant dans des zones en proie à des conflits internes en lien avec l'eau (Pearson et al, 2021)
- **3 personnes sur 4** ne disposant pas au moins d'un service élémentaire d'eau potable en 2022 vivent en zone rurale. (JMP 2025)
- **Plus de la moitié des 287 millions** de personnes bénéficiant de services d'approvisionnement en eau limités vivent en Afrique subsaharienne soit 167 millions de la population. (JMP 2025)
- Atteindre la couverture universelle en eau potable (cible 6.1) d'ici 2030 nécessite **des progrès 8 fois plus rapides** (par rapport aux taux actuels de progression). (JMP 2025)
- Les données du JMP en matière d'eau potable sont disponibles pour **72 %** de la population mondiale. (JMP 2025)
- Dans les pays en situation de conflit ou traversant une période de troubles, **les enfants sont 4 fois moins susceptibles d'avoir accès à des services élémentaires d'approvisionnement en eau** que les enfants vivant dans d'autres pays. (Rapport de synthèse sur l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement, UN-Water 2018)
- Les habitant·es d'établissements informels doivent s'acquitter de factures nettement plus élevées pour l'eau, lesquelles sont souvent **10 à 20 fois supérieures à celles de leurs voisins les plus riches** (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, UN-Water 2019).
- **94 % de la population de la région européenne et nord-américaine** ont accès à des services d'eau gérés en toute sécurité. (JMP 2025)
- **4 milliards de personnes** connaissent des pénuries d'eau sévères au moins un mois par an. Et **2,2 milliards** de personnes n'ont pas accès sûr à l'eau potable. (Rapport Global Water Bankruptcy 2026)

ACCES A L'EAU EN FRANCE

Note : le JMP OMS/UNICEF propose des chiffres pour l'accès à l'eau potable en France métropolitaine et en Outre-Mer mais qui comportent de trop nombreuses limites (données lacunaires, non prise en compte des non-raccordés au réseau, exclusion de l'assainissement non-collectif du niveau « géré en toute sécurité », chiffres sous-estimés pour l'Outre-Mer...). C'est pourquoi la Coalition Eau utilise les données ci-dessous.

- *Définition « Personne sans domicile » : si la personne a passé la nuit précédente dans un lieu non prévue pour l'habitation ou dans un service d'hébergement.*
- *Définition « Personne sans-abri » : dès lors qu'une personne ne dispose d'aucun lieu couvert pour se protéger des intempéries et dort à l'extérieur (dans la rue, jardin public) ou dans un lieu non prévu pour l'habitation.*
- En France, **27 725 ménages français** sont aidés pour le paiement de l'eau avec le fond de solidarité pour le logement (FSL) (*Fondation pour le logement, Rapport annuel 2026*)
- 99 % de la population a accès à un réseau d'alimentation en eau et 99,7 % des Français métropolitains ont des toilettes à domicile (Insee), mais l'accès à l'eau potable et à l'assainissement demeure problématique pour :
 - **Près de 350 000 personnes vivant sans domicile** (*Fondation pour le logement, Rapport annuel 2026*)
 - **40 000 personnes sans-abri** (*Fondation pour le logement, Rapport annuel 2026*)
 - **100 000 personnes vivant dans des habitats de fortune** (*Fondation pour le logement, rapport annuel 2026*), dont presque **20 000 personnes dans des bidonvilles** (*chiffres DIHAL 2019*).
 - **208 500 « gens du voyage »** subissant de mauvaises conditions d'habitat ou sans accès à une place dans les aires d'accueil aménagées (*Fondation pour le logement, rapport annuel 2026*)
 - **2 090 000 personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles** avec privation de confort. (*Fondation pour le logement, rapport annuel 2026*)

OUTRE-MER

(Chaque source vaut pour les chiffres avant elle, jusqu'à une autre source)

- Pour l'Outre-Mer, **près de 40 000 logements** ne disposent d'aucun point d'eau à l'intérieur du logement, soit près de **5 %** des résidences principales. (*Fondation pour le logement en outre-mer, rapport annuel 2026*)
- **A Mayotte** : **29 %** des familles vivent sans eau courante, **environ 30 %** des mahorais ne sont toujours pas raccordés à l'eau courante potable. La part de la facture d'eau à Mayotte représente **17 %** du revenu contre seulement **3 %** en Hexagone. La tempête Chido a complètement ou partiellement endommagés les réseaux d'eau et d'électricité sur **plus de 36 000 logements** sur les 62 000 (*Fondation pour le logement, synthèse Mayotte un an après Chido, décembre 2025*) **4 logements sur 10** sont en tôle (*Rapport de la commission d'enquête relative à la mainmise sur la ressource en eau par les intérêts privés et ses conséquences, 2021*).
- **A La Réunion** : Sur 889 700 habitants, **414 985 personnes sont abonnées** aux services publics d'eau. **1 550 ménages** ne disposent toujours d'aucun point d'eau à l'intérieur de leur logement en 2021. **6**

635 ménages n'avaient ni WC, ni douche et ni baignoire. (*L'état du mal logement à La Réunion, rapport annuel 2026*). **46 % des usagers** sont alimentés par des réseaux qui ne garantissent **pas une sécurité sanitaire** satisfaisante (*Rapport de la commission d'enquête relative à la mainmise sur la ressource en eau par les intérêts privés et ses conséquences, 2021*).

- **En Guadeloupe** : Des coupures d'eau sont quotidiennes et affectent les institutions publiques, structures de santé et établissements scolaires. **400 000 personnes** sont régulièrement privées d'accès à l'eau. **Plus de 60%** de l'eau est perdue avant d'arriver au robinet. **Plus de 70 %** des stations d'assainissement non conformes. En outre, il existe une pollution massive au chlordécone, un pesticide extrêmement toxique, même dans l'eau embouteillée (*Rapport de Soumission d'informations pour un Appel urgent à l'eau potable en Guadeloupe (France) du collectif Eau Secours 2021*)
- **En Martinique** : Prix de l'eau excessif, empoisonnement au chlordécone, restrictions et tours d'eau au quotidien

II ACCES A L'ASSAINISSEMENT (CIBLE 6.2)

- Définition d'un « service d'assainissement géré en toute sécurité » : utilisation d'une installation sanitaire améliorée (toilettes à chasse d'eau vers un réseau d'égout ou une fosse septique, latrine améliorée à fosse ventilée, latrine à fosse avec dalle, toilettes à compostage), où les excréments sont éliminés en toute sécurité in situ ou transportés et traités hors site, non partagée avec d'autres ménages et qui dispose d'un dispositif de lavage des mains avec du savon.
 - Définition d'« installations sanitaires élémentaires » : utilisation d'une infrastructure d'assainissement améliorée (toilettes à chasse d'eau vers un réseau d'égout ou une fosse septique, latrine améliorée à fosse ventilée, latrine à fosse avec dalle, toilettes à compostage) et non partagée.
 - Définition d'accès limité : accès à des toilettes ou des latrines partagées avec d'autres foyers
 - Définition d'un « accès universel à l'assainissement » : assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air. Le JMP classe les pays dont la couverture des services est supérieure à 99 % comme bénéficiant d'un « accès universel », mais reconnaît qu'il existe des incertitudes inhérentes aux statistiques officielles.
- En 2024, **3,4 milliards de personnes** ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité :
 - Dont **1,9 milliard** qui ont accès à des services de base/élémentaires,
 - Dont **560 millions** qui ont accès à des services limités,
 - Dont **555 millions** qui ont accès à des services non améliorés,
 - Et **354 millions** qui pratiquent la défécation en plein air.
 (JMP 2025)
 - **354 millions de personnes** pratiquent la défécation à l'air libre. Les taux de défécation à l'air libre dans les pays à faible revenu restent **4 fois supérieurs** à la moyenne mondiale ; il s'agit du seul groupe de revenu qui n'est pas en voie d'éliminer la défécation à l'air libre d'ici 2030. (JMP 2025)
 - Entre 2000 et 2024, **2,8 milliards de personnes** ont obtenu l'accès à un service d'assainissement géré en toute sécurité. (JMP 2025)
 - Entre 2015 et 2024, **1,2 milliard de personnes** ont obtenu l'accès à un service d'assainissement géré en toute sécurité (**49 %** en milieu rural et **66 %** en milieu urbain) :
 - La couverture d'assainissement géré en toute sécurité est passée **de 48 % à 58 %** à l'échelle mondiale, **de 36 % à 49 %** en zones rurales et **de 59 % à 66 %** en zones urbaines.

- En 2024, **9 pays** avaient atteint l'accès universel (> 99 %) à des services gérés en toute sécurité. **64 pays** avaient atteint l'accès universel à au moins des services d'assainissement de base. Si les tendances actuelles se poursuivent, **18 pays** auront atteint l'accès universel d'ici 2030. (JMP 2025)
- La population pratiquant la défécation en plein air a diminué de 429 millions de personnes, et a été pratiquement éliminée dans les zones urbaines (c'est-à-dire, qu'elle concerne moins de 1 % de la population). (JMP 2025)
- **9 personnes sur 10** qui pratiquent la défécation à l'air libre vivent en milieu rural (323 sur 354 millions). (JMP 2025)
- **26 %** de personnes vivant en Afrique subsaharienne ont accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité. (JMP 2025)
- **15 % de la population** d'Afrique subsaharienne pratiquent la défécation à l'air libre. (JMP 2025)
- Atteindre la couverture universelle en assainissement (cible 6.2) d'ici 2030 nécessite **des progrès 6 fois plus rapides** par rapport aux taux actuels de progression. (JMP 2025)
- Les données du JMP en matière d'assainissement sont disponibles pour **86 %** de la population mondiale. (JMP 2025)
- Dans les pays en situation de conflit ou traversant une période de troubles, **les enfants sont 2 fois moins à bénéficier de services d'assainissement de base** que les enfants vivant dans d'autres pays. (Rapport de synthèse sur l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement, UN-Water 2018)

ACCES A L'ASSAINISSEMENT EN FRANCE

- En 2024, **90 %** de la population utilisait des installations sanitaires gérées de manière sûre. Parmi ces installations sanitaires, on compte **6 %** de systèmes dont les excreta étaient évacués sur place, **6 %** dont les excreta étaient vidés puis traités, et **79 %** raccordés à un réseau dont les eaux usées étaient traitées. (JMP 2025)
- En 2024, **moins de 1 %** de la population avait recours à des latrines ou autres, **18 %** avait recours à des fosses septiques et **82 %** de la population était raccordé au réseau public d'assainissement. (JMP 2025)

OUTRE-MER :

- **Martinique** : L'assainissement non collectif est majoritaire avec **57 %** des abonnés eau potable non raccordés au réseau d'assainissement collectif. (Etude économique de l'Office de l'eau Martinique, Etat des lieux 2025)

III ACCES A L'HYGIENE (CIBLE 6.2)

- Définition d'un « service d'hygiène de base » : présence d'un point d'eau pour se laver les mains avec de l'eau et du savon à domicile
- Définition d'un « service d'hygiène limité » : présence d'un point d'eau pour se laver les mains sans savon et/ ou sans eau à domicile

- En 2024, **1,7 milliards de personnes** n'ont toujours pas accès à des services d'hygiène de base dont **611 millions** avec aucun service (JMP 2025).
- Entre 2015 et 2024, **1,6 milliard** de personnes ont obtenu l'accès à des services d'hygiène de base. La couverture est passée **de 66 % à 80 %**, passant de **52 % à 71 %** dans les zones rurales, mais reste largement inchangée, à 86 %, dans les zones urbaines. (JMP 2025)
- En 2024, **4 pays** avaient déjà atteint l'accès universel (> 99 %) aux services d'hygiène de base et **9** autres pays étaient en bonne voie pour y parvenir d'ici 2030. (JMP 2025)
- En 2024, **80 % de la population mondiale** dispose de service d'hygiène de base, dont **71 %** en milieu rural et **86 %** en milieu urbain (JMP 2025)
- Les données du JMP en matière d'hygiène sont disponibles pour **71 %** de la population mondiale. (JMP 2025)
- Pour atteindre les cibles 1.4 et 6.2 1b des ODD, il faudra **doubler le rythme** actuel des progrès (JMP 2025)

Cible 1.4 : Tous les hommes et femmes en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base.

Cible 6.2 1b : permet de rendre compte des progrès vers la réalisation de la cible, en indiquant la proportion de la population disposant d'équipements pour le lavage des mains avec de l'eau et du savon à domicile.

IV EAUX USEES / QUALITE DE L'EAU (CIBLE 6.3)

- À l'échelle mondiale, **plus de 80 % des eaux usées** générées par la société retournent dans l'environnement sans être ni traitées ni réutilisées. (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau, UN-Water 2018)
- Au niveau mondial, en 2023, **seuls 56 % de tous les flux d'eaux usées générés par les ménages** ont été traités en toute sécurité avant d'être rejetées dans l'environnement (Rapport mondial des Nations Unies pour la mise en valeur de l'eau, UN-Water 2026)

V USAGES DE L'EAU (CIBLE 6.4)

- L'agriculture représente actuellement **70 % des prélèvements** d'eau mondiaux, principalement pour l'irrigation (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau, UN-Water 2022)
- **38 % des terres équipées pour l'irrigation** ont recours aux eaux souterraines. (Ibid.)
- La production agricole utilise environ **72 %** des prélèvements d'eau douce dans le monde (FAO, 2023)

VI GESTION INTEGREE DES RESSOURCES (CIBLE 6.5)

- Il est nécessaire de **doubler le taux actuel de progression** de la mise en œuvre de la GIRE pour atteindre les objectifs mondiaux. Seule une région est en passe de voir tous ses fleuves, lacs et

aquifères transfrontaliers couverts par des accords opérationnels d'ici à 2030. (*Plan d'action pour l'accélération : ODD 6 - Rapport de synthèse sur l'eau et l'assainissement 2023*)

- Le degré moyen mondial de mise en œuvre de la **Gestion Intégrée des Ressources en Eau** (GIRE) en 2023 était de **57 %** (PNUE, 2023).
- **Seuls 44 pays ont atteint un niveau élevé ou très élevé** de mise en œuvre de la GIRE. Au rythme actuel, au moins 107 pays n'atteindront pas l'objectif d'ici 2030. (*Plan d'action pour l'accélération : ODD 6 - Rapport de synthèse sur l'eau et l'assainissement 2023*)

VII COOPERATION (CIBLE 6.5)

- Les eaux transfrontalières représentent **60 % des flux d'eau douce dans le monde**, et **153 pays** ont un territoire situé dans au moins un des 310 bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers (*Oregon State University, 2018*) et des 468 systèmes aquifères transfrontaliers inventoriés (*Centre international d'évaluation des ressources en eaux souterraines, 2021 ; CEE-ONU et UNESCO, 2021*).
- En Afrique, les bassins transfrontaliers occupent **60 % du territoire** et occupent **80 % des besoins en eau** (« Focus Eau et Assainissement » Cadre Sectoriel d'Intervention – Agence Française de Développement, 2021)
- Sur les 153 pays qui partagent des eaux transfrontalières, seuls **24 pays** ont déclaré que tous les fleuves, lacs et aquifères qu'ils partagent sont couverts par des accords opérationnels de coopération. 22 autres pays présentent des niveaux de coopération élevés. (*Plan d'action pour l'accélération : ODD 6 - Rapport de synthèse sur l'eau et l'assainissement 2023*)
- En 2021, **7 pays arabes étaient en proie à des conflits** ; pour certains, il s'agissait de conflits prolongés ayant de **lourdes répercussions sur l'approvisionnement en eau** et les infrastructures connexes liées à l'eau (*Rapport mondial des Nations Unies sur l'eau pour la prospérité et la paix, UN-Water 2024*)

VIII ECOSYSTEMES AQUATIQUES (CIBLE 6.6)

- Les données relatives à la qualité de l'eau ne sont pas systématiquement collectées dans de nombreux pays à faible revenu, ce qui signifie que **plus de 3 milliards de personnes** pourraient être en danger parce que l'état de santé de leurs écosystèmes d'eau douce est inconnu (*Rapport PNUE, 2021*).
- On estime que **64 à 71 % des zones humides naturelles** ont été perdues depuis 1900 en raison de l'activité humaine. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau. Les Solutions fondées sur la Nature pour la gestion de l'eau, UN-Water 2018*)
- Depuis 1970, les populations d'animaux d'eau douce (notamment amphibiens, reptiles et poissons) ont **diminué en moyenne de 84 %** (soit 4 % par an) et les sites faiblement oxygénés situés près des côtes (incluant les estuaires) **ont été multipliés par 10 depuis 1950**. (« Focus Eau et Assainissement » Cadre Sectoriel d'Intervention – Agence Française de Développement, 2021)
- **50 %** des grands lacs dans le monde ont perdu leurs volumes depuis les années 1990 (*Rapport Global Water Bankruptcy 2026*)

- **70 %** des principaux aquifères mondiaux sont en déclin sur le long terme (*Rapport Global Water Bankruptcy 2026*)
- **410 millions** d'hectares de zones humide ont été détruite depuis 50 ans, soit presque la superficie de l'UE (*Rapport Global Water Bankruptcy 2026*)
- **1/3** de la masse des glaciers a disparu depuis 1970 (*Rapport Global Water Bankruptcy 2026*)

IX FINANCEMENTS ET ECONOMIE

- Les engagements **d'aide publique au développement** en faveur du secteur de l'eau ont diminué de 12 % entre 2015 et 2021, et les décaissements effectifs ont diminué de 15 % au cours de la même période, malgré l'augmentation du financement nécessaire pour atteindre les cibles de l'ODD. (*Plan d'action pour l'accélération : ODD 6 - Rapport de synthèse sur l'eau et l'assainissement 2023*)
- Les prêts sont passés **de 44 % de l'APD dans le secteur en 2018 à 61 % en 2022** (*Financer la sécurité hydrique de demain, OCDE, 2022*)
- **Le coût mondial de la réalisation de l'ODD 6 est estimé à 1000 milliards de dollars**, soit 1,21% du produit brut mondial (*Strong et al, 2020 in Financer la sécurité hydrique de demain, OCDE, 2022*)
- Les dépenses annuelles dans le secteur de l'eau pour les pays en développement s'élèvent à environ **164,6 milliards de dollars**, ce qui représente **à peine 0,5 % du PIB total** (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Pour atteindre les objectifs des ODD d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, le **déficit de dépenses annuelles est compris entre 131,4 et 140,8 milliards de dollars**, ce qui équivaut à près de **3 fois leurs niveaux actuels** de dépenses annuelles dans le secteur de l'eau. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Les **dépenses gouvernementales/publiques** représentent environ **85,5 % des dépenses** dans le secteur de l'eau (140,7 milliards de dollars par an). **L'APD représente 6,9 %**. Le secteur privé représente **moins de 2 %** (2,8 milliards de dollars par an) (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- **L'Asie de l'Est et le Pacifique** représentent une grande partie des dépenses publiques dans le secteur de l'eau, avec **90,9 milliards de dollars**. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- **Seulement 1,2 % des dépenses publiques totales sont consacrées au secteur de l'eau**. Les dépenses publiques dédiées au secteur de l'eau sont inférieures à celles d'autres secteurs comme les transports (4 %), l'énergie (5 %) ou le développement humain (60 %). (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- **Seulement 5 % de l'APD mondiale** est dirigé vers le secteur de l'eau (12,6 milliards de dollars). **25 % de l'APD du secteur EAH** est dirigé vers l'Afrique subsaharienne. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Les besoins de financements vers l'EAH dans les situations d'urgence humanitaire (fragilité, violences, crises et conflits, déplacements forcés) sont en sous-financement chronique, de l'ordre de 70%. En 2025, ils étaient même très loin d'être couverts : seuls 18% des financements nécessaires ont été reçus (OCHA 2025).

- **76 % des dépenses publiques** dans le secteur de l'eau sont consacrées aux services d'eau et d'assainissement. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- **64 % des dépenses publiques** dans le secteur de l'eau sont financées par des ressources nationales, 36 % sont des financements étrangers (financements étrangers plus importants pour l'Afrique Sub Saharienne). (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Au niveau régional, le **déficit de financement est plus prononcé en Afrique subsaharienne** (73,5 milliards de dollars) et **en Asie du Sud** (36,1 milliards de dollars), où les dépenses actuelles pour les deux régions devront être multipliées par **17 et 9**, respectivement, pour atteindre les cibles 6.1 et 6.2 des ODD. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Les dépenses pour le secteur de l'eau sont à **forte intensité de capital** mais **faible en maintenance** : les dépenses récurrentes (maintenance) sont de 37 % et les dépenses d'investissement (capital) sont de **63 %**. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- La **participation du privé** dans les investissements pour les infrastructures du secteur de l'eau est faible (2009-20) et est **d'environ 3 %**. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Les investissements annuels dans les infrastructures d'eau et d'assainissement s'élèvent à **environ 20 milliards de dollars** en 2017. Le **secteur privé** n'y a contribué qu'à hauteur d'environ 9 %. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Dans le secteur de l'eau, plus **d'un quart des fonds est non utilisé**. Le taux moyen d'exécution du budget dans le secteur de l'eau entre 2009-20 est d'environ **72 %**. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Pour l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, la productivité totale des facteurs de dépenses publiques dans le secteur **a diminué de 5 à 6 %** au cours de la période 2009- 2020. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- La **rentabilité technique** (production) (de 63 %) **et économique** (de 86 %) **médiane** des services d'eau entre 2004 et 2017 montre qu'il y a place à l'amélioration. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- **21,38 millions de dollars sont perdus** chaque année par les services publics de distribution d'eau en raison d'une inefficacité des coûts. (*Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending, World Bank, 2024*)
- Selon analyse empirique des effets de la variabilité hydrologique sur la croissance du PIB dans 113 pays, il est démontré que **l'insécurité hydrique** constitue statistiquement « **un frein à la croissance mondiale** » (*Sadoff et al. 2015 in Rapport mondial des Nations Unies sur l'eau pour la prospérité et pour la paix, UN-Water 2024*).
- Les **investissements dans les services de base peuvent produire jusqu'à 21 fois plus de valeur** que de dépenses et représentent une étape nécessaire vers la mise en place de services universels

gérés en toute sécurité. (*Rapport « Mission critique : Investir dans l'EAH pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement », Water Aid 2021*)

- Moderniser les services de base pour en faire des infrastructures EAH gérées en toute sécurité est un **investissement à long terme qui générera des bénéfices nets de 37 à 86 milliards de dollars US** par an, prévenant ainsi jusqu'à 6 milliards de cas de diarrhée et 12 milliards de cas de vers intestinaux entre 2021 et 2040, ce qui aura des répercussions importantes sur la santé et la nutrition des enfants. (*Rapport « Mission critique : Investir dans l'EAH pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement », Water Aid 2021*)
- Bénéfices nets annualisés de la réalisation de services universels sur la période 2021-2040 (en milliards de dollars US)
 - Approvisionnement élémentaire en eau : **32 milliards \$/an**
 - Approvisionnement en eau géré en toute sécurité : **37 milliards \$/an**
 - Hygiène de base : **45 milliards \$/an**
 - Assainissement de base : **65 milliards \$/an**
 - Assainissement géré en toute sécurité : **86 milliards \$/an**
- Les pertes économiques dues à un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement sont estimées à **260 milliards de dollars** par an, soit un recul annuel moyen de **1,5 %** du produit intérieur brut. Ces pertes sont estimées à partir des pertes de temps et de productivité et des pertes dues aux maladies et dépenses médicales. (*Rapport Sanitation and Water for All, 2020*)
- Chaque dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'assainissement rapporte **5,5 dollars**. Chaque dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'eau rapporte **2 dollars** (via les économies de traitement médical et les gains de productivité). (*Rapport Sanitation and Water for All, 2020*)
- Environ **80 % des emplois** dépendent de l'eau dans les pays à faible revenu où l'agriculture est la principale source de revenus (*Rapport des Nations Unies sur l'eau pour la prospérité et la paix, UN Water 2024*)

X EAU ET SECURITE ALIMENTAIRE (LIEN ODD 2)

- **2,4 milliards de personnes de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire** modérée ou grave en 2022 (29,6 % de la population mondiale) (*FAO, Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*)
- En 2020, **1, 2 milliards de personnes** vivent dans **des zones agricoles où les sécheresses sont très fréquentes**. Les pressions croissantes sur les ressources en eau menacent à la fois la sécurité alimentaire mondiale et les écosystèmes. (*FAO, 2020*)
- La croissance démographique mondiale estimée à **2-3 milliards d'habitants** sur les 40 prochaines années, entraînera une **augmentation de la demande en denrées alimentaires, en aliments pour animaux et en biocarburants de 50 % d'ici 2050**. Cette augmentation sera de 100 % dans les pays en développement. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau UN-Water 2022*)

XI EAU ET SANTE (LIEN ODD 3)

- Définition de « charge mondiale de morbidité » : La charge mondiale de morbidité, évaluée chaque année par l'OMS, désigne l'impact de toutes les maladies sur la population mondiale. Elle repose sur le nombre d'années de vie perdues à cause d'une maladie et est mesurée en années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY). La charge mondiale de morbidité de l'OMS mesure la mortalité estimée pour 100 maladies et blessures qui entraînent la perte d'années de vie en bonne santé.
- L'accès insuffisant aux services EAH est responsable de **10 % de la charge de morbidité mondiale** et contribue ainsi chaque année à **1,6 million de décès évitables**, dont 60 % sont dus aux maladies diarrhéiques (*Rapport « Mission critique : Investir dans l'EAH pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement »*, Water Aid 2021)
- Les services d'assainissement gérés en toute sécurité pourraient prévenir jusqu'à **6 milliards de cas de diarrhée** et **12 milliards de cas de vers intestinaux** entre 2021 et 2040, ce qui aurait une incidence significative sur la santé et la nutrition des enfants. (*Rapport « Mission critique : Investir dans l'EAH pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement »*, Water Aid 2021)
- Chaque année, **300 000 enfants de moins de 5 ans décèdent du fait de maladies diarrhéiques** liés à des conditions d'accès à l'EAH inadéquates. (*Factsheet drinking water*, OMS 2020)
- Le **choléra, une maladie diarrhéique causée par l'ingestion d'aliments et d'eau contaminés, touche au moins 1,3 million de personnes chaque année**, là où les services EAH sont perturbés ou inaccessibles (*Rapport « Mission critique : Investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement »* ; Water Aid 2021 – Issus du site internet de l'OMS, 2021 : [Cholera](#))
- Les **enfants de moins de 5 ans sont 20 fois plus susceptibles de mourir de maladies diarrhéiques** dues à un accès à l'eau et à l'assainissement de mauvaise qualité qu'à la violence liée aux conflits. (*Water under Fire*, Rapport UNICEF 2019)
- **4 établissements de santé sur cinq (78 %)** dans le monde disposaient de services élémentaires d'eau (ce qui signifie que l'eau était disponible à partir d'une source améliorée sur place) en 2021. (*JMP 2024*).
- En 2023, **9 % des établissements de santé** (743 millions de personnes) ne bénéficient d'aucun service d'eau (*JMP 2024*)
- En 2022, **1,7 milliards de personnes ne disposaient pas de services élémentaires d'eau** dans leur établissement de santé, dont **861 millions de personnes avec un service limité** et **874 millions de personnes dans le monde sans aucun service d'eau** dans leur établissement de santé. (*JMP 2024*)
- En 2023, dans les contextes fragiles, **moins d'un établissement de santé sur cinq (19 %)** dispose de services d'assainissement de base. **8 % des établissements de santé dans le monde** (661 millions de personnes) ne disposent d'aucun service d'assainissement. (*JMP 2024*)

XII EAH ET EDUCATION (LIEN ODD 4)

- Eau potable : **23 %** des établissements scolaires ne disposent pas d'un service élémentaire d'eau potable, ce qui concerne (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur de la ressource en eau, UN-Water 2026*)
- Assainissement : **1 école sur 5** – soit 22 % – ne dispose pas d'installations sanitaires élémentaires, ce qui touche 427 millions d'élèves, soit **1 enfant sur 5**. (*JMP 2024*)
- Hygiène : **1 école sur 3** – soit 33 % – ne dispose pas de services d'hygiène de base (lavage de mains avec savon), ce qui concerne 646 millions d'élèves. (*JMP 2024*)
- **Afrique sub-saharienne** accuse le plus de retard avec moins de la moitié des établissements scolaires qui disposent de services élémentaires en eau (**45 %**), en assainissement (**50 %**) et **2 écoles sur 5** de services élémentaires d'hygiène. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur de la ressource en eau, UN-Water 2026*)
- D'ici à 2030, selon les trajectoires actuelles, seulement **86 % des écoles** disposeront d'un service d'eau potable de base, **87 %** d'un service d'assainissement de base et **74 %** d'un service d'hygiène de base. **La quasi-totalité des écoles** disposeront au moins d'un service d'assainissement limité, mais **12 %** n'auront toujours pas de service d'eau potable et **12 %** n'auront pas de service d'hygiène. (*JMP 2024*)
- Atteindre la couverture universelle dans les écoles du monde entier d'ici 2030 nécessite **une multiplication par 14** des taux de progrès actuels en matière d'accès élémentaire à l'eau potable, une **multiplication par 3** des taux de progrès en matière d'assainissement élémentaire et une **multiplication par 5** des services d'hygiène de base. (*JMP 2024*)

XIII EAH ET GENRE (LIEN ODD 5)

- **1,8 milliards de personnes** ne disposent d'aucun approvisionnement en eau à leur domicile. Parmi eux, **700 millions** vont collecter l'eau au niveau de points d'eau potable améliorés ou non améliorés. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur de ressource en eau 2026*)
- Les femmes et filles âgées de 15 ans et plus sont les principales responsables de la collecte de l'eau dans **7 foyers sans alimentation sur 10** (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur de l'eau, UN-Water 2026*)
- Les **filles de moins de 15 ans** sont plus susceptibles de faire la collecte de l'eau (7% de chance) que les garçons (4% de chance) (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur de l'eau, UN-Water 2026*)
- Au total, les femmes et les filles consacrent **250 millions d'heures par jour** à la collecte de l'eau, ce qui réduit le temps dont elles disposent pour l'éducation, les loisirs et les activités rémunératrices (*ONU-Femmes, 2024*)

HYGIENE MENSTRUELLE :

- Entre 2016 et 2022, **plus de 10 millions d'adolescentes âgées** de 15 à 19 ans dans 41 pays ont déclaré avoir manqué l'école, le travail ou les activités sociales durant leurs règles. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur de l'eau, UN-Water 2026*)

- En 2018, **17 % des femmes surinamiennes** déclaraient s'abstenir de participer à des activités pendant leurs règles en raison de l'insuffisance des installations sanitaires de même que **6,7 % des Costariciennes**, avec **une prévalence plus élevée en zones rurales qu'en zones urbaines**. (MS/INEC/UNICEF, 2018 ; Ministère des affaires sociales et du logement du Suriname, 2019)
- **Moins d'1 école sur 3 dans le monde** – soit 31 % – a une poubelle pour les déchets menstruels dans les toilettes pour filles (JMP 2023)
- Disparités entre zones urbaines et rurales : En Ethiopie, **96 %** des adolescentes et des femmes utilisent des produits d'hygiène menstruelle dans les zones urbaines, contre seulement **78 %** dans les zones rurales (JMP 2025)

SANTE (PHYSIQUE/ MENTALE), TRAVAIL ET INSECURITE DURANT LA COLLECTE D'EAU :

- En 2020, **13% de foyers dans 21 PRFI** ont signalé des blessures liées à la collecte de l'eau → apparition de blessures musculosquelettiques, douleurs cervicales, compression axiale... (Venkataraman et al 2020)
- Dans le monde, les femmes représentent **moins de 20 % des propriétaires fonciers**, ce qui limite leur accès aux ressources en eau. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, elles représentent moins de 5 % (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. UN-Water 2019).
- Dans près d'un quart des pays, les femmes occupent moins de **10 % des emplois publics**, et **moins d'un tiers des pays** ont signalé une forte participation des femmes à la planification et à la gestion de l'eau potable en milieu rural. (Rapport GLAAS 2022)

XIV EAU ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (LIEN ODD 13)

- Définition d'une « pénurie d'eau »: une pénurie d'eau est avérée lorsque le volume des ressources en eau renouvelables annuelles disponibles passe en dessous de 1000 m3 par personne et par an.
- Définition d'une « pénurie absolue d'eau »: est avérée lorsque le volume des ressources en eau renouvelables annuelles disponibles passe en dessous de 500 m3 par personne et par an.
- **90 % de l'ensemble des risques naturels sont liés à l'eau** et leur fréquence et leur intensité s'accroissent. (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. UN-Water 2019)
- En 2010, les sécheresses ont représenté **5 % des catastrophes naturelles** et ont touché **1,1 milliard de personnes**, entraînant la mort de **22 millions de personnes** provoquant des **dommages estimés à 100 milliards** de dollars sur la même période (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. UN-Water 2019)
- Le nombre de personnes exposées aux inondations devrait passer **de 1,2 milliard en 2018 à environ 1,6 milliard en 2050**, soit près de 20% de la population mondiale. (Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau., UN-Water 2018)

- En moyenne **25,3 millions de personnes sont déplacées** chaque année du fait de catastrophes soudaines (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau, UN-Water 2018*)
- Lors des 50 dernières années : **50 % de toutes les catastrophes enregistrées, 45 % des décès et 74 % des pertes économiques** liées à ces catastrophes sont dus aux risques météorologiques, climatiques et hydriques. (*Atlas of Mortality and Economic Losses from Weather, Climate and Water Extremes, World Meteorological Organisation, 2021*)
- En 2018, **2,3 milliards de personnes**, soit 25 % de la population mondiale, vivaient dans des pays soumis au stress hydrique. (*Progress on level of water stress: Global status and acceleration needs for SDG indicator 6.4.2, FAO and UN Water 2021*)
- **1 demi-milliard de personnes** connaissent des pénuries sévères d'eau toute l'année. (*Progress on level of water stress: Global status and acceleration needs for SDG indicator 6.4.2, FAO and UN Water 2021*)
- **1,6 milliards de personnes**, soit un quart de la population mondiale, **subit la pénurie d'eau**, ce qui signifie que cette population ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour avoir accès à l'eau. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, UN-Water 2020*)
- Les prélèvements dépassent désormais plus de 80 % **des ressources disponibles** dans 17 pays représentant **près du quart de la population mondiale**. (« Focus Eau et Assainissement » *Cadre Sectoriel d'Intervention – Agence Française de Développement, 2021 ; reprenant le World Resources Institute, 2019*)
- **D'ici 2050, près de 52 % de la population mondiale** vivra dans des conditions de stress hydrique. Les PIED seront particulièrement touchés en raison de leurs vulnérabilités et de leurs ressources en eau douce déjà rares. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, UN-Water 2020*)
- Depuis 2000, les **catastrophes liées aux inondations ont augmenté de 134 %** par rapport aux deux décennies précédentes. La plupart des décès et des pertes économiques liés aux inondations ont été enregistrés en Asie. (*2021 State of Climate Services : Water ; World Meteorological Organization*)
- Le **nombre et la durée des sécheresses ont également augmenté de 29 %**. La plupart des décès liés à la sécheresse se sont produits en Afrique. (*2021 State of Climate Services : Water ; World Meteorological Organization*)
- Risques d'inondations : **pour 73 % de la population, hausse du risque accru d'inondations de 580 %** dans le scénario d'un réchauffement de + 4°C, de 170 % dans le cas d'un réchauffement de + 2°C et de 100% dans le cas d'un réchauffement de + 1,5°C. (*IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C, 2018*)
- **Diminution des ressources en eaux souterraines : 20 % de la surface terrestre** mondiale sera affectée par une réduction de plus de 10% des eaux souterraines renouvelables dans le cas d'une hausse de + 1,5°C. Et 2% de la superficie terrestre connaîtra une diminution extrême de plus de 70% des ressources en eaux souterraines renouvelables dans le cas d'une hausse de + 2°C. (*IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C, 2018*)

- En 2050, la **demande mondiale en eau devrait croître de 30 %** par rapport à aujourd'hui. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau. UN-Water 2024*).
- Aujourd'hui, environ **1,8 milliard de personnes** sont touchées par la **dégradation des sols et la désertification**. Au moins 65 % des terres forestières sont dégradées. (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources eau. UN-Water 2024*).
- Si la dégradation de l'environnement naturel et les pressions sur les ressources mondiales en eau se poursuivent : **52 % de la population mondiale, 45% du produit intérieur brut (PIB) mondial, et 40 % de la production céréalière mondiale** pourraient être en danger en 2050 (*Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. UN-Water 2019*)